

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

**DCSPE**

**DIRECTION DE LA CONJONCTURE  
ET DE LA PREVISION  
ECONOMIQUES**

# **EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN SEPTEMBRE 2012**

*BP 650 Abidjan 04  
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9<sup>ème</sup> étage  
Tél : +225 - 20 20 09 58  
+225 - 20 22 76 50  
Fax : +225 - 20 22 54 55*

## EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN SEPTEMBRE 2012 [SYNTHESE]

A fin septembre 2012, la **croissance mondiale** se poursuit, mais elle s'affaiblit. Cette évolution entraîne des niveaux élevés de chômage et un ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents. Sur cette base et par rapport aux prévisions d'avril 2012, le taux de croissance dans les pays avancés a été révisé à la baisse de 1,4% à 1,3% et celui des pays émergents et en développement est passé de 5,7% à 5,3%. Il en découle une croissance de l'économie mondiale attendue à 3,3% contre une prévision initiale de 3,5%.

Les contraintes majeures à la croissance dans les pays développés sont les difficultés au rééquilibrage des budgets et la fragilité du système financier. Ces deux facteurs amplifient les incertitudes et entravent fortement les effets positifs attendus des politiques monétaires accommodantes adoptées par les Etats. Ces politiques portent notamment, sur le maintien des taux directeurs à des niveaux très faibles et la mise en œuvre de mesures visant à réduire les taux de marché. Les doutes persistants et la faiblesse de la croissance dans les pays développés, pénalisent les pays émergents et en développement à travers le commerce et les finances.

Au niveau de la zone Euro, le retour de la confiance passe par l'adoption et la mise en œuvre de mesures idoines, visant à contenir les effets de contagion et à réduire les chocs des défaillances sur le système financier et la vulnérabilité des Etats. A court terme, il s'agira pour les pays sensibles (Espagne et Grèce) de recapitaliser leurs banques sans alourdir leur dette souveraine et de bénéficier de prêts à des taux faibles. Quant aux dirigeants américains, ils doivent s'accorder sur un plan budgétaire et relever le plafond de la dette.

Sur les **marchés des matières premières**, sous l'effet de la réduction de l'offre, les cours du pétrole brut remontent à 113,4 \$.US le baril au mois de septembre 2012 contre 112,4 \$ US le baril le mois précédent. De juin à septembre 2012, les cours du baril ont augmenté de 17 \$.US. Ceux du cacao ressortent à 2 589,4 dollars la tonne<sup>1</sup> à fin septembre 2012, en hausse de 4,8% par rapport au mois précédent. Les cours du café robusta reculent de 1,9%, ceux du coton restent stables, tandis que ceux du caoutchouc s'améliorent de 3,8% par rapport au mois d'août 2012.

**Du côté du marché des changes**, à la faveur des politiques de redressement engagées, l'Euro se redresse progressivement. Ainsi, après sa dépréciation continue d'avril à juillet 2012 par rapport aux principales monnaies, le taux de change moyen de l'Euro par rapport

au dollar américain, au yen et au yuan chinois s'est situé 1,24 \$ US, 97,58 yen et 7,89 CNY au mois de septembre contre 1,23 \$.US, 97,07 yen et 7,83 CNY le mois précédent.

**Au plan national**, le redressement de l'activité se poursuit dans un environnement globalement favorable.

Au terme des trois premiers trimestres de l'année 2012, l'**agriculture d'exportation** connaît une progression des productions de coton (+43,6%), banane (+18,4%), anacarde (+25,6%), huile de palme (+5,4), caoutchouc (+4,9%), et café (121 425,6 tonnes contre 32 208,0 tonnes récoltées à la même période de 2011) tandis que les productions de cacao (-8,6%), ananas (-4,9%) et sucre (-1,7%) ressortent en baisse. Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés, l'entretien des parcelles cultivées et la pluviométrie adéquate. Concernant le café, la forte croissance s'explique par la faiblesse de la récolte sur la période correspondante en 2011 du fait de la crise.

Du côté des spéculations en repli, la contreperformance du cacao est le fait du retour au niveau moyen de production, suite à la bonne tenue des récoltes observée en 2011, du fait des conditions climatiques exceptionnellement favorables.

Dans le **domaine minier**, la production de gaz naturel tire avantage du repli d'activité observé au cours des premiers mois de l'année 2011 et rebondit (+9,8% ; 46 229 552 MMBTU ou 1 308,3 millions de mètres cubes). De même sous l'effet de la pleine activité de la mine de Tongon, l'extraction aurifère (+5,1% ; 9 903 kilogrammes) ressort en hausse. A l'inverse, l'extraction pétrolière à fin août 2012 se contracte (-11,1% ; 8,3 millions de barils), en raison du déclin des champs pétroliers CI 11 et CI 40 et de la fermeture temporaire du champ CI 26 pour travaux.

**L'activité industrielle** reste soutenue à fin septembre 2012. Elle enregistre une croissance moyenne de 23,5%, malgré la contraction de l'extraction minière liée notamment au recul de la production de pétrole brut. Le dynamisme de la production industrielle est attribuable aux branches « Agro-alimentaires » (+32,5%), « Textile et Chaussure » (+56,9%), « Chimie » (+64,6%), « Matériaux de construction » (+101,4%), « Energie électrique, eau » (+14,2) et au BTP (+113,6%).

**Les énergies commerciales** continuent de bénéficier notamment du rebond de la demande intérieure. La production de produits pétroliers croît de 63,7% à fin septembre 2012, largement au dessus de l'objectif de croissance de 30% fixé pour l'année 2012. Cet

<sup>1</sup> Source Organisation International du Cacao (ICCO)

accroissement est tiré à la fois par la consommation intérieure (73,1%) et par les exportations (55,1%).

La production d'**électricité** augmente de 15,0% soutenue par la source thermique (+25,5%) qui contrebalance la baisse de la production de source hydraulique (-11,8%). La production est impulsée par la consommation intérieure d'électricité, qui progresse de 21,5%, grâce principalement au rebond de la haute et moyenne tension (+31,3%) qui confirme le dynamisme de l'activité industrielle. La consommation de basse tension ressort également en hausse de 13,5%.

**Les activités du tertiaire**, à fin septembre 2012 se maintiennent en hausse tout en décélérant en raison du fait que l'activité économique au second semestre 2011 a été relativement normale. Dans *la branche transport*, le secteur aérien à fin septembre bénéficie de l'amélioration de la destination Côte d'Ivoire et enregistre un rebond de l'ensemble des ses composantes excepté le fret aérien (-45,3%). S'agissant de l'activité maritime, à fin août 2012, elle est marquée par l'accroissement du trafic global des marchandises de 31,7%.

**Les ventes de détail** rebondissent de 36,5% par rapport à fin août 2011, sous l'effet de l'ensemble de ses composantes. Hors produits pétroliers, la croissance du commerce de détail est de +16,4%.

Par **rapport au mois précédent**, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) enregistre un léger repli (-0,1%) au mois de septembre 2012. Ce fléchissement provient principalement des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » dont les prix décroissent de 1,2% tandis que l'indice des prix hors alimentation progresse de 0,3.

**En glissement annuel**, l'inflation s'affiche à 2,2% en raison du niveau élevé de l'indice des prix de la plupart des postes par rapport à leur niveau un an plus tôt. Seuls les indices de prix des postes « Communication » (-2,2%), « Santé » (-1,0%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,9%) ressortent en baisse.

**En moyenne sur les neuf mois écoulés de l'année 2012**, l'IPC croît de 0,7%. Cette évolution résulte de la baisse de l'indice des prix des postes « Communication » (-4,5%), « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-1,9%), « Santé » (-0,6%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,3%)

A fin septembre 2012, **les échanges extérieurs** se caractérisent par un accroissement en valeur des exportations et des importations, respectivement de 3,1% et 70,2%, en liaison avec la relance de l'activité économique. La hausse des exportations est attribuable aux produits transformés (24,0%), particulièrement le textile et chaussures (+73,1%), les produits pétroliers (+51,6), les plastiques (+43,1%) et l'or (+14,7%). Par contre, les exportations de produits primaires enregistrent une baisse de 11,7% sous l'effet essentiellement du cacao (-22,9%), du caoutchouc (-27,1%), de l'ananas frais (-

2,9%) et du pétrole brut (-0,5%). Au niveau des importations, la hausse traduit l'évolution de l'ensemble des composantes à savoir les biens intermédiaires (+66,5%), les biens d'équipement (+190,3%), les produits alimentaires (+24,7%) et les autres biens de consommation (66,1%). Il se dégage un excédent commercial de 395,0 milliards, contre 1 761,4 milliards en 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 8,6% et 0,2%, induisant une dégradation de 8,4% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 111%, en baisse de 72,2 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2011.

A fin septembre 2012 et par rapport à fin décembre 2011, la **masse monétaire** se contracte de 5,3% (-244,5 milliards), en lien avec la chute des avoirs extérieurs nets (-21,3% ; -385,5 milliards) non compensée par la hausse du crédit à l'économie (+2,5% ; +51,3 milliards) et la dégradation de la Position nette du Gouvernement (PNG) (+21,0% ; 173,1 milliards). La détérioration de la PNG s'explique par l'émission des titres publics pour financer les projets d'investissement et faire face aux échéances de la dette publique.

Au mois de septembre 2012, **l'activité sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** poursuit sa tendance haussière sur l'ensemble de ses compartiments. Les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont augmenté respectivement de 0,6% et 1,0% par rapport au mois précédent. De même, la capitalisation boursière a progressé de 1,5%.

**Au total**, l'activité économique nationale se maintient en hausse. Ce dynamisme est porté par les secteurs secondaire et tertiaire, dont la croissance reste vigoureuse, en dépit d'une décélération enregistrée depuis juin 2012 qui s'explique par le fait que l'activité économique a repris au second semestre 2011.

Quant au secteur primaire, il reste marqué par le repli des productions cacaoyère (-8,6%) et pétrolière (-11,1%). La baisse de production de cacao s'atténue toutefois par rapport aux contractions notées à fin août 2012 (-9,3%). Par ailleurs, ces baisses de production restent en ligne avec les prévisions de croissance de ces produits pour l'année 2012.

Sur la base de ces réalisations, la prévision de croissance réelle du PIB de 2012 révisée à 8,6% est réalisable.

## EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN SEPTEMBRE 2012

### I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

A fin septembre 2012, la croissance mondiale se poursuit, mais elle s'affaiblit. Elle entraîne des niveaux élevés de chômage et un ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents. Sur cette base, le taux de croissance dans les pays avancés a été révisé à la baisse de 1,4% à 1,3% et celui des pays émergents et en développement est passé de 5,7% à 5,3%. Il en découle une croissance de l'économie mondiale attendue à 3,3% contre une prévision initiale de 3,5%..

Les contraintes majeures à la croissance dans les pays développés sont les difficultés au rééquilibrage des budgets et la fragilité du système financier. Ces deux facteurs amplifient les incertitudes et entravent fortement les effets positifs attendus des politiques monétaires accommodantes adoptées par les Etats. Ces politiques portent notamment, sur le maintien des taux directeurs à des niveaux très faibles et la mise en œuvre de mesures visant à réduire les taux de marché. Les doutes persistants et la faiblesse de la croissance dans les pays développés, pénalisent les pays émergents et en développement à travers le commerce et les finances.

Au niveau de la zone Euro, le retour de la confiance passe par l'adoption et la mise en œuvre de mesures idoines, visant à contenir les effets de contagion et à réduire les chocs des défaillances sur le système financier et la vulnérabilité des Etats. C'est à cet effet que la Banque Centrale Européenne a annoncé depuis juin 2012, un plan de rachat illimité des dettes des pays fragilisés de la zone euro et entamé les travaux pour la mise en place d'une union bancaire et monétaire. En outre, la BCE a adopté un mécanisme permettant de mieux répercuter les faibles taux directeurs sur les coûts d'emprunt dans les pays de la zone euro, où les craintes des investisseurs amplifient la volatilité des taux d'intérêt.

Aux Etats-Unis, les dirigeants américains doivent s'accorder sur un plan budgétaire et le relèvement du plafond de la dette. Cette disposition viendra renforcer le rachat par la réserve fédérale des créances hypothécaires titrisées au rythme de 40 milliards de dollars par mois et la possible extension à d'autres actifs. Par ailleurs, la politique monétaire devrait être encore plus assouplie et permettre le maintien de taux d'intérêt faibles jusqu'à fin 2014 ou mi-2015.

Sur les **marchés des matières premières**, sous l'effet de la réduction de l'offre, les cours du pétrole brut remontent à 113,4 \$.US le baril au mois de septembre 2012 contre 112,4 \$ US le baril le mois précédent. De juin à septembre 2012, les cours du baril ont augmenté de 17 \$.US. Ceux du cacao ressortent à 2 589,4 dollars la tonne<sup>2</sup> à fin septembre 2012, en hausse de 4,8% par rapport au mois précédent. Les cours du café robusta reculent de 1,86%, ceux du coton restent stables, tandis que ceux du caoutchouc s'améliorent de 3,8% par rapport au mois d'août 2012. En glissement annuel, les cours du blé et du maïs augmentent respectivement de 29% et 10,75%, alors que ceux du riz refluent de 9,11%.

**Du côté du marché des changes**, à la faveur des politiques de redressement engagées, l'Euro se redresse progressivement. Ainsi, après sa dépréciation continue d'avril à juillet 2012 par rapport aux principales monnaies, le taux de change moyen de l'Euro par rapport au dollar américain, au yen et au yuan chinois s'est situé 1,24 \$ US, 97,58 yen et 7,89 CNY au mois de septembre contre 1,23 \$.US, 97,07 yen et 7,83 CNY le mois précédent.

---

<sup>2</sup> Source Organisation International du Cacao (ICCO)

## II. LA CONJONCTURE NATIONALE

Au plan national, le redressement de l'activité se poursuit dans un environnement globalement favorable.

### 1. La production agricole

Dans le secteur traditionnel agricole à fin septembre 2012, les différentes productions présentent des évolutions contrastées. D'un côté, des spéculations sont en hausse telles que café (121 425,6 tonnes contre 32 208,0 tonnes récoltées à fin septembre 2011), l'anacarde (346 581,7 tonnes ; +29,5%), le coton (204 358,4 tonnes ; +43,6%), la banane (311 548,8 tonnes ; +18,4%), l'huile de palme (346 599,2 tonnes, +5,4%) et le caoutchouc (172 015,0 tonnes ; +4,9%). Et de l'autre, les cultures comme le cacao (783 755,5 tonnes, -8,6%), le sucre<sup>3</sup> (138 278,9 tonnes ; -1,7%) et l'ananas (59 202,9 tonnes, -4,4%) enregistrent des replis.

La bonne tenue de ces cultures qui évoluent favorablement est attribuable en partie, au meilleur entretien des parcelles en lien avec le retour des exploitants, et pour certaines, aux investissements réalisés, à la base de l'amélioration des rendements des surfaces cultivées.

Le coton graine bénéficie de l'amélioration de la qualité des semences, en liaison avec l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ». En outre, la filière bénéficie de la subvention allouée par l'Etat pour le financement des intrants (pesticides, engrais) d'environ 7 milliards de francs CFA en 2012.

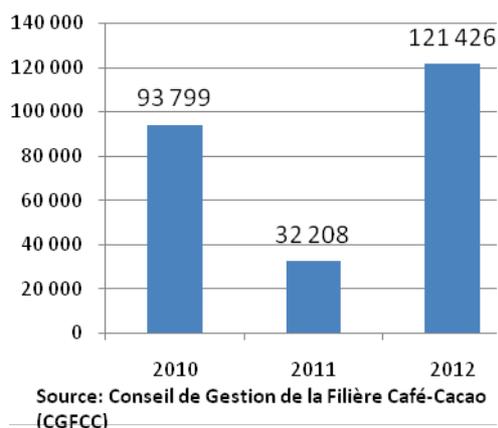
Au niveau du café, le rebond de la production se justifie en grande partie par le fait que la période de comparaison de 2011 a connu une forte perturbation des opérations de commercialisation, en raison de la poussée de l'insécurité et de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoutent également l'amélioration du prix aux producteurs qui est de 526 F/kg (+17,3%). L'effet conjugué de la hausse des prix et de la quantité a permis aux producteurs d'engranger 63,9 milliards contre seulement 13,1 milliards en 2011.

En ce qui concerne l'anacarde, le secteur semble bien se porter au regard des réalisations de septembre 2011 mais reste confronté aux sorties frauduleuses de la récolte vers le Ghana.

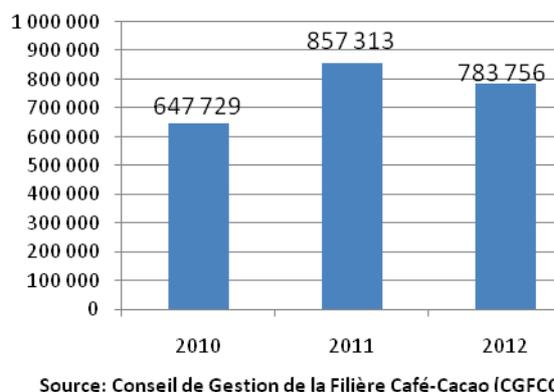
Le redressement de la production d'huile de palme à fin septembre 2012 s'explique par une plus grande production de régime dans les plantations industrielles (+10,6%) et dans les plantations villageoises (+12,3%).

S'agissant du cacao, la production 2012 retrouve la

**Graph 1:** Evolution de la production de café à fin septembre (en tonnes)



**Graph 2:** Evolution de la production de cacao à fin septembre (en tonnes)



<sup>3</sup> Les données du sucre sont à fin mars 2012.

tendance moyenne, suite à l'envolée des récoltes observée du fait des conditions climatiques exceptionnellement favorables en 2011. Par ailleurs, la filière cacaoyère souffre du vieillissement des vergers et enregistre une altération de la qualité des fèves. La production sur les neuf premiers mois de 2012 ressort à 783 755,5 tonnes, en baisse de 8,6% par rapport à septembre 2011. Les prix aux producteurs baissent de 10,5% par rapport à la même période de 2011 pour s'établir à 673 F/Kg en septembre 2012.

## 2. La production minière

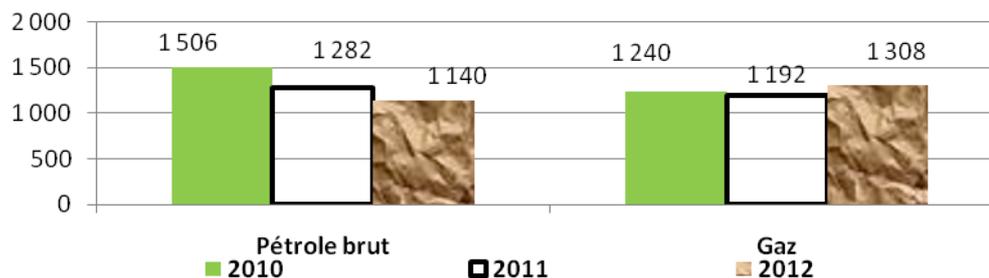
A fin septembre 2012, le domaine minier est marqué par la contraction de l'extraction pétrolière tandis que les productions gazière et aurifère croissent.

La production de **gaz naturel** progresse de 9,8% pour atteindre 49 912 349,4 MMBTU (1 308,3 millions de mètres cubes). Cette croissance est en partie attribuable à l'effet de reprise suite au repli d'activité observé au cours des quatre premiers mois de l'année 2011. Toutefois, la hausse de 5,5% enregistrée par rapport à fin août 2010 dénote d'un dynamisme réel.

L'extraction d'**or**, à fin septembre 2012, se situe à 9 903,1 kilogrammes et augmente de 5,1% par rapport à fin septembre 2011. Cette amélioration est le fait de la pleine activité de la mine de Tongon qui représente la plus importante unité aurifère du pays.

S'agissant de la production de **pétrole brut**, elle accuse une chute de 11,1% et se situe à 8 321 482 barils (9 359 784 tonnes). Cette contraction s'explique par la baisse des champs pétroliers CI 11 (-11,3%) et CI 40 (-11,9%) et par le report des investissements prévus en 2011. A cela s'ajoute la fermeture du permis CI 26 pour des travaux de maintenance.

**Graph 3 : Evolution des productions de pétrole (milliers de tonnes) et de gaz (millions de m3) à fin septembre**



Source: Petroci

## 3. La production industrielle

L'activité industrielle reste soutenue à fin septembre 2012. Elle enregistre une croissance moyenne de 23,5%, malgré la contraction de l'extraction minière (-1,6%) liée notamment au recul de la production de pétrole brut.

Hors extraction, l'activité industrielle rebondit de 29% sous l'effet du dynamisme de la quasi-totalité des branches. Il s'agit des branches « Agro-alimentaires » (+32,5%), « Textile et Chaussure » (+56,9%), « Chimie » (+64,6%), « Matériaux de construction » (+101,4%), « Auto mécanique électricité » (48,4%), « Energie électrique, eau » (+14,2) et du BTP (+113,6%).

Les industries agroalimentaires bénéficient du dynamisme des sous branches « Produits du travail des grains et farines » (+10,4%); « Conserves et préparations alimentaires » (+63,1%); « Boissons et glace alimentaires » (+20,6%) et « Corps gras alimentaires » (+69,4%).

La branche « Textile et chaussure » profite de la reprise de l'activité d'égrenage en liaison avec la forte expansion de la production de coton.

La branche « Chimie » est soutenue aussi bien, par la hausse d'activité de la SIR au niveau du poste « Produits dérivés du pétrole » (+96,3%), que par le regain des industries de « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+105,2%).

L'« Automobile mécanique » tire avantage de la reprise du transport terrestre, en liaison avec l'évolution favorable des activités des secteurs primaire et secondaire ainsi qu'avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire.

L'activité de la branche « Energie électrique, Eau » bénéficie à la fois de l'augmentation de la production électrique (+15,0%) et de l'amélioration de l'alimentation des ménages en eau potable du fait des nouveaux forages aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

Au niveau du BTP, la croissance s'explique par la reprise des investissements dans l'immobilier et dans le secteur public, en liaison avec la réhabilitation des universités, des résidences universitaires et de la voirie. Cette évolution est confortée par la vigueur de la demande nationale en matériaux notamment le ciment, au regard de l'augmentation des volumes importés de clinker (+91,3% en volume à fin août 2012).

L'évolution favorable de l'activité industrielle hors extraction est confirmée par sa croissance de 11,8% par rapport aux huit premiers mois de 2010. Cette évolution se ressent, aussi bien dans le secteur manufacturier (+8,7%) qu'au niveau des BTP (+20,4%).

#### **4. La production et la consommation d'énergies commerciales**

Au terme des trois premiers trimestres de l'année 2012, les énergies commerciales continuent de bénéficier du rebond de la demande intérieure.

**La production de produits pétroliers** à fin septembre 2012 se situe à 1 279 759 tonnes correspondant à 73,6% de la réalisation annuelle prévue dans le cadrage macroéconomique. Elle enregistre une progression de 63,7% sur un an, tirée à la fois par la consommation intérieure (73,1%) et par les exportations (55,1%).

En effet, en liaison avec le dynamisme du transport, les ventes intérieures de produits pétroliers se situent à 1 031 344 tonnes après 605 138 tonnes réalisées à la période correspondante de 2011. Ce niveau des ventes intérieures dépasse déjà la prévision annuelle de 990 000 tonnes. Les exportations s'affichent quant à elles à 1 111 642 tonnes, en augmentation de 55,1% par rapport à fin septembre 2011.

Dans l'ensemble, les ventes de produits pétroliers croissent de 62,1%. Toutefois, ses évolutions positives cachent la persistance des difficultés de financement rencontrées par la Société Ivoirienne de Raffinage qui reste dans l'attente de la titrisation de sa créance sur l'Etat.

Du côté de l'électricité, la production reste vigoureuse avec un accroissement de 15,0% soutenue par la source thermique (+26,5%) qui contrebalance le recul de la production de source hydraulique (-11,8%). Ce déficit de la production hydroélectrique est imputable à l'insuffisance en eau des barrages. La production d'électricité est tirée par une consommation intérieure d'électricité en progression de 23,4%. Cette consolidation de la consommation se ressent spécifiquement au niveau de la moyenne tension (+31,3%), confirmant ainsi le regain de l'activité industrielle. La consommation de basse tension affiche également une hausse de 13,5%.

Face à la forte consommation intérieure et compte tenu de la capacité de production limitée, les exportations refluent de 18,4% pour se situer à 376 Gwh.

Dans l'ensemble, les ventes d'électricité s'établissent à 3 682 Gwh, en croissance respectivement de 15,3% et 16,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2011 et 2010.

## **5. Les activités tertiaires**

Les activités du secteur tertiaire continuent de bénéficier du dynamisme de l'activité économique, en témoignent l'évolution favorable des indicateurs du commerce de détail et du secteur du transport.

**L'activité commerciale**, mesurée par l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, progresse de 36,5% en termes nominaux, par rapport à la même période de l'année précédente. Cette tendance haussière est amenée par le flux de ventes de la quasi-totalité des postes, excepté les « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs » (-10,6%). Ce résultat positif s'explique par le redressement des activités dans la plupart des secteurs productifs amorcé depuis le mois de mai 2011, grâce aux mesures prises par le Gouvernement. Il s'agit notamment de la restauration de la capacité de l'Administration, du soutien au secteur privé et du renforcement de la sécurité. Aussi, il est important de rappeler que d'autres mesures supplémentaires prises en 2012, ont permis de maintenir ce bon niveau du commerce.

En terme réel, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 35,8% par rapport à fin septembre 2011, le niveau général des prix s'étant relevé de 0,7%.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail ressort en hausse de 16,4% par rapport à la même période de l'année précédente.

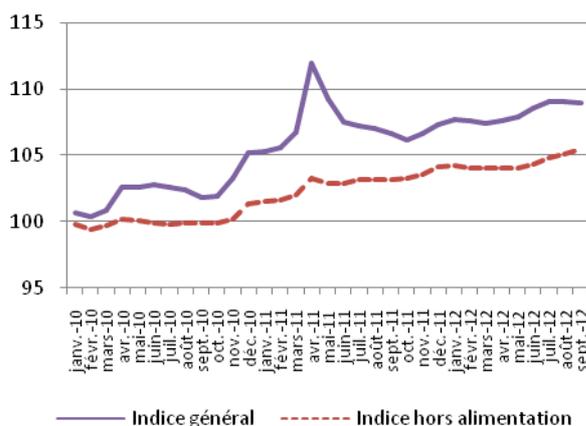
Dans la **branche transport**, à fin septembre 2012, **le secteur aérien** maintient son bon niveau en relation avec l'amélioration de la destination Côte d'Ivoire. Cette évolution se reflète dans l'ensemble de ses compartiments à l'exception du fret aérien (-45,3%). Ainsi, le nombre total de voyageurs commerciaux augmente de 60,6%, soutenu par le segment « Arrivée » (+58,3%) et le segment « Départ » (+63,0%). De même, le « transit direct » augmente de 82,8%.

**L'activité maritime**, à fin août 2012, bénéficie de l'amélioration de la situation sociopolitique et de la reprise de l'activité qui se traduit par une hausse des escales de navires (+54,7%). Il en résulte un accroissement du trafic global des marchandises qui atteint 15 213 069 tonnes contre 11 095 389 tonnes un an plus tôt. Le trafic maritime est tiré à la fois par les importations (+58,0%) et les exportations (+19,8%).

## **6. Les prix à la consommation**

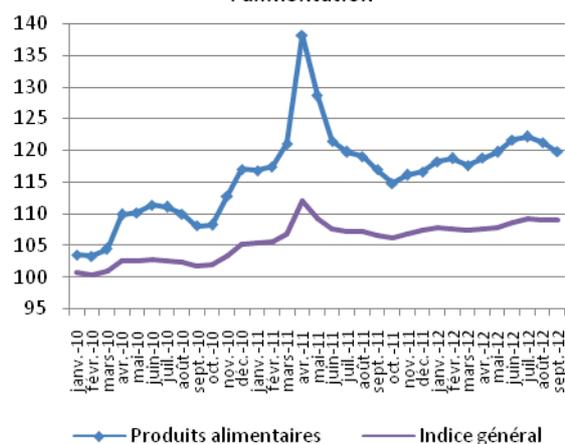
**Par rapport au mois précédent**, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) enregistre un léger repli (-0,1%) au mois de septembre 2012. Ce fléchissement provient principalement des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » dont les prix baissent de 1,2% tandis que l'indice des prix hors alimentation progresse de 0,3.

Graph 4: Evolution de l'indice général des prix à la consommation et de l'indice hors alimentation



Source: Institut National de la Statistique

Graph 5: Evolution de l'indice des prix de l'alimentation



Source: Institut National de la Statistique

**En glissement annuel**, l'IPC croît de 2,2%, en raison du niveau relativement élevé de l'indice des prix de la plupart des postes par rapport à leur niveau un an plus tôt. Les indices de prix en baisse sont ceux des postes « Communication » (-2,2%), « Santé » (-1,0%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,9%).

Les « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » enregistrent un relèvement des prix de 2,4% attribuable à l'ensemble des produits, excepté les « Fruits et légumes » (-4,2%) et les « Laites-fromages-œufs » (-2,4%). Les prix des céréales non transformées progressent de 3,7%, du fait notamment de l'augmentation des prix au détail du riz local (+5,3%), du riz de luxe brisé (+12,0%), du riz importé populaire (+1,3%), du mil en grain (+34,3%) et du maïs en grain (+13,9%). Cette hausse des prix des céréales est imputable au déficit de la production mondiale en 2012. Les prix des viandes connaissent également un rebond de 12,3% par rapport à leur niveau de septembre 2011, en raison notamment de la multiplication des barrages routiers au niveau de la Côte d'Ivoire du fait des menaces sur la sécurité du pays.

Le poste « Restaurants et hôtels » continue d'enregistrer une hausse de prix au niveau des services de restauration (+5,1%) et d'hébergement (+7,7%) traduisant un déficit d'infrastructures.

Les prix des produits du poste « Transport » augmentent de 2,3% du fait principalement des « Achats de véhicules » (+10,1%) et des « Services de transport » (+2,3%). La hausse des prix des services de transport s'explique par la recrudescence des tracasseries routières consécutives aux récentes tensions sécuritaires.

Les « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » connaissent une hausse de prix de 3,0%, impacté par le renchérissement des loyers effectifs (+6,0%) et des services d'entretien et de réparation des logements (+5,1%).

En ce qui concerne les postes enregistrant une réduction de prix, la « Communication » bénéficie principalement du repli des prix des matériels de téléphonie et de télécopie (-16,2%).

La baisse des prix de « Santé » provient du coût des « Produits, appareils et matériels médicaux » (-2,0%) et des services hospitaliers (-1,3%).

Au total, l'indice des prix hors alimentation ressort en hausse de 2,2% après 1,9% un mois plus tôt.

**En moyenne sur les neuf mois écoulés de l'année 2012**, l'IPC croît de 0,7%. Cette évolution résulte de la hausse des prix des indices des prix des postes « Articles d'habillement et chaussure » (+2,4%), « Logement, eau, électricité et autres combustibles » (+1,6%), les « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+5,4%), « Restaurants et hôtels » (+5,1%), « Loisirs et culture » (+1,6%), « Transport » (+0,6%), « Enseignement » (+0,2%). Cependant, ces renchérissements sont atténués par la baisse de l'indice des prix des postes « Communication » (-4,5%), « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-1,9%), « Santé » (-0,6%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-0,3%)

## 7. Les échanges extérieurs

A fin septembre 2012, les échanges extérieurs se caractérisent par un accroissement en valeur des exportations et des importations, respectivement de 3,1% et 70,2%, en liaison avec la relance de l'activité économique.

La hausse des exportations est attribuable aux produits transformés (24,0%), particulièrement le textile et chaussures (+73,1%), les produits pétroliers (+51,6), les plastiques (+43,1%) et l'or (+14,7%). Par contre, les exportations de produits primaires enregistrent une baisse de 11,7% sous l'effet essentiellement du cacao (-22,9%), du caoutchouc (-27,1%), de l'ananas frais (-2,9%) et du pétrole brut (-0,5%).

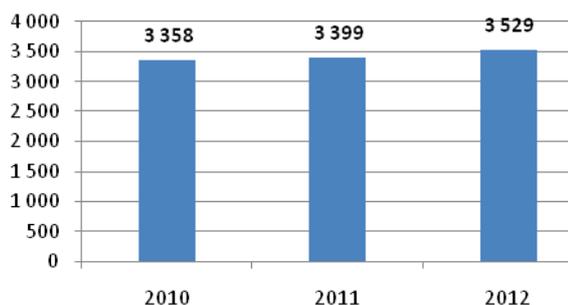
Au niveau des importations, la hausse traduit l'évolution de l'ensemble des composantes à savoir les biens intermédiaires (+66,5%), les biens d'équipement (+190,3%), les produits alimentaires (+24,7%) et les autres biens de consommation (66,1%). Il se dégage un excédent commercial de 395,0 milliards, contre 1 761,4 milliards en 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 8,6% et 0,2%, induisant une dégradation de 8,4% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 111%, en baisse de 72,2 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2011.

## 8. La situation monétaire

A fin septembre 2012, le profil des agrégats monétaires par rapport à fin décembre 2011, fait état d'une baisse de la masse monétaire (-5,3% ; -244,5 milliards), une contraction des avoirs extérieurs nets (-21,3% ; -385,5 milliards) et une hausse du crédit intérieur (+7,8% ; +224,4 milliards).

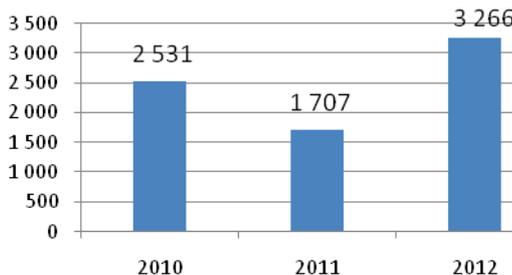
**Les avoirs extérieurs nets** se sont établis à 1 427,4 milliards, en recul de 21,3% par rapport à fin décembre 2011. Ce résultat est imputable essentiellement à la baisse des avoirs extérieurs

**Graph 6 Evolution des exportations totales à fin septembre (en milliards de FCFA)**



Source: Douanes/DCPE

**Graph 7: Evolution des importations totales en valeurs à fin septembre (milliards de FCFA)**



Source: Douanes/DCPE

de la Banque Centrale (-23,8% ; -391,0 milliards). Cette évolution s'explique toujours notamment par le paiement du service de la dette publique extérieure et par le rapatriement des revenus des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire.

**Le crédit intérieur net** augmente de 224,4 milliards (+7,8%) pour se situer à 3 100,3 milliards, du fait de la hausse des crédits à l'économie et de la Position nette du Gouvernement (PNG).

En effet, la PNG croît de 173,1 milliards (+21,0%) sous l'effet de l'émission des titres publics pour financer les projets d'investissement et pour faire face aux échéances de la dette publique.

S'agissant du *financement net de l'économie*, il augmente de 51,3 milliards (+2,5%) pour se situer à 2 104,6 milliards, du fait de toutes ses composantes, à l'exception des crédits de campagne qui reculent de 21,7% (-26,1 milliards) compte tenu de l'absence des campagnes des cultures agricoles majeures.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire baisse de 5,3% pour ressortir à 4 352,4 milliards.

L'analyse de la structure des crédits déclarés à fin septembre 2012 à la centrale des risques, montre que le secteur tertiaire absorbe 65,4%% des crédits accordés et reste le principal bénéficiaire du financement bancaire. Le secteur secondaire vient en deuxième position et bénéficie de 27,0% des crédits bancaires. Enfin, le secteur primaire reste le moins financé, ne bénéficiant que de 5,4% des prêts bancaires.

## **9. Le marché boursier**

Au mois de septembre 2012, l'activité sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) poursuit sa tendance haussière sur l'ensemble de ses compartiments, par rapport à fin décembre 2011. En effet, l'indice BRVM 10 et l'indice BRVM Composite ont augmenté respectivement de 3,3% et 6,8% de même que la capitalisation boursière qui a progressé de 9,3%.

La capitalisation totale du marché est ressortie à 4 235,6 milliards en septembre 2012 contre 4 174,5 milliards un mois auparavant, soit une augmentation de 1,5%. Ce résultat est attribuable à la bonne tenue du marché des actions et celui des obligations.

La valeur totale des transactions enregistrées en septembre 2012 s'établit à 6,02 milliards de FCFA pour 1 610 826 titres échangés contre 12,89 milliards de FCFA et 4 220 897 titres traités au mois de septembre 2011. Les titres les plus actifs ont été en volume ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED TG avec 1 415 483 titres transigés et en valeur SONATEL SN qui totalise 2,75 milliards de FCFA de capitaux échangés.

## **CONCLUSION**

**Au total**, l'activité économique nationale se maintient en hausse. Ce dynamisme est porté par les secteurs secondaire et tertiaire, dont la croissance reste vigoureuse, en dépit d'une décélération enregistrée depuis juin 2012.

Quant au secteur primaire, il reste marqué par le repli des productions cacaoyère (-8,6%) et pétrolière (-11,1%) qui s'atténue toutefois par rapport aux contractions notées à fin juillet 2012. Par ailleurs, ces baisses de production restent en ligne avec les prévisions de croissance pour l'année 2012.

Sur la base de ces réalisations, la prévision de croissance réelle du PIB de 2012 révisée à 8,6% est réalisable.